

<http://pierre-alainmillet.fr/Covid-l-echec-d-une-politique-de>



Covid, l'échec d'une politique, de Macron, d'un système économique

- Vie politique -



Date de mise en ligne : mercredi 22 décembre 2021

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

On le craignait, mais on le sait en cette fin d'année 2021, l'épidémie n'est pas derrière nous. Le virus et ses variants circule sur la planète, et les inégalités mondiales dans l'accès aux vaccins nous promettent de nouveaux variants demain. Le vaccin protège des formes graves, il y a 9 fois plus de risques d'être en réanimation pour un non vacciné, mais il ne ralentit que peu la circulation du virus, y compris chez les vaccinés.

Bref, nous allons vivre encore avec cette épidémie, et il faut au plus vite tirer les leçons de ce qu'il faut bien appeler un échec, un échec visible, mais un échec qu'il faut caractériser, l'échec d'une politique, du président qui l'incarne, mais aussi l'échec d'un système économique tout entier, celui qui n'est guidé que par le profit individuel.

Nous avons découvert au printemps 2020 que nous n'étions plus capable de fabriquer de simples masques, des tests... Il a fallu un premier confinement dur, dont l'impact économique a demandé des milliards d'argent public, et nous avons applaudi les soignants qui tenait l'hôpital à bout de bras, manquants de lits, de respirateurs, d'infirmières, anesthésistes...

Nous avons découvert que la France, pays à l'industrie pharmaceutique championne mondiale n'était pas capable de concevoir un vaccin. La multinationale française Sanofi avait supprimé des centaines d'emplois dans la recherche pour battre les records de profits, elle a abandonné son projet de vaccins.

Nous avons fini l'année avec la 2eme vague, et l'espoir des premiers vaccins venus d'ailleurs. Pendant ce temps, le petit Cuba sous blocus des USA mobilisait sa recherche biomédicale pour produire plusieurs vaccins, permettant de vacciner toute la population, y compris les enfants, sans aucun profits privés.

Nous avons suivi ébahis la violence des coups médiatiques, des polémiques entre experts, entre médecins, et de leur politisation, comme si les faits scientifiques devenaient une question de croyance ou d'idéologie. Et le gouvernement s'est exprimé toujours à court terme, changeant d'avis régulièrement, s'adaptant à l'évolution de l'épidémie, alternant mesures de souplesses et contraintes, organisant le vote le 15 mars au mépris des alertes sanitaires, puis reportant le 2eme tour.

On pouvait penser que 2021 serait différent, que les leçons du choc terrible allait être retenues. On aurait espéré un président qui nous dire *« nous nous sommes trompés en supprimant 100 000 lits d'hôpital depuis 20 ans, il faut changer de politique de santé publique, pérenniser les lits créés en urgence pendant la crise, lancer un plan de recrutement massif d'infirmières, d'aides-soignantes, de médecins »*. On croyait que le *"quoi qu'il en coûte"* allait s'appliquer à l'hôpital public pour garantir sa capacité à protéger la population.

Après la deuxième vague et les premières alertes sur la faible durée de protection des vaccins, on aurait espérer que le gouvernement reconnaisse : *« le vaccin ne suffit pas à nous protéger. Il est indispensable pour éviter le pire, mais il faut aussi se protéger de l'épidémie, réduire la propagation du virus avec les gestes barrières, mais aussi en testant partout et tout le temps, en isolant les porteurs, en traçant sérieusement leurs contacts »*. On pouvait espérer la création dans chaque commune ou quartier d'un centre de suivi de vaccination, quoi qu'il en coûte, avec les personnels pour organiser avec les communes et les associations une vraie stratégie "0 covid".

On aurait pu espérer qu'au lieu d'alimenter les craintes, les rumeurs avec une communication très politique, le

gouvernement aurait créé les conditions d'un relais local d'un conseil scientifique représentatif, en lien avec l'éducation nationale, les associations et les élus pour organiser une appropriation citoyenne des connaissances scientifiques, publiant partout les données de l'épidémie par commune, organisant des rencontres citoyennes locales, impliquant les médecins, les pharmaciens, multipliant les possibilités de tests, de vaccination en même temps que de débats citoyens.

Mais avec le pass sanitaire, le gouvernement a choisi une réponse technocratique à un défi démocratique. Il a été incapable de faire de l'épidémie une grande cause nationale, considérant les citoyens comme les atouts indispensables à organiser l'action collective pour se protéger ensemble.

Avec la cinquième vague Omicron annoncée, avec la troisième et peut-être demain la quatrième dose, le gouvernement continue à gérer uniquement l'enjeu politique de la prochaine présidentielle, tentant d'éviter à tout prix un reconfinement qui lui serait selon certains fatals, et tentant d'apparaître comme le garant de la vaccination contre des populistes qui mettraient les français en danger.

Et jamais, Macron n'a fait de la levée des brevets et de l'urgence de la vaccination mondiale la priorité première de la France.

Jamais Macron n'a expliqué les origines des inégalités sociales criantes dans le taux de vaccination en France.

Jamais Macon n'a dénoncé les suppressions de lits d'hôpitaux qui ont continué en 2020 et 2021

Jamais Macron n'a cherché à comprendre les démissions de soignants, ne s'est rendu dans un service d'urgence fermé faute des personnels.

Jamais Macron n'a pris en compte les propositions des syndicats de la santé !

Mais si Macron est incapable de changer de politique, s'il est incapable de "se" changer, c'est qu'il s'interdit d'ouvrir le débat sur le système économique qui détermine le cadre de ses décisions, le capitalisme qui fait de l'intérêt privé le seul critère de décision, qui fait que les actionnaires des multinationales, les "*premiers de cordées*" sont les seuls qui comptent, les seuls dont l'avis est pris en compte. Et leur avis ne poursuit qu'un seul objectif, faire grossir leur chiffre d'affaires, leur marge, et au final devenir de plus en plus riche.

Pendant la crise, les inégalités de patrimoine et de revenus se sont fortement aggravées, c'est la vérité du capitalisme. Les grandes fortunes explosent, les dividendes explosent, la presse spécialisée exulte : Les échos titrent "Aux abris, les profits explosent !", le Figaro évoque une "Flambée historique des profits". Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes est passé de 11% du PIB en 2010 à 43% en 2021 !

Pendant ce temps, on supprime des lits d'hôpitaux, on ferme des services de santé, on ne remplace pas des infirmières, des aides-soignantes, des médecins, et de plus en plus de français ne trouvent plus de médecins traitants. Dans une grande puissance qui accumule les richesses !

Les débats actuels sur la vaccination et le pass sont surréalistes. On s'engueule dans les familles, dans les associations, dans les partis politiques, et chaque action gouvernementale tente d'instrumentaliser ces conflits pour en profiter. Mais on oublie les questions de fonds :

[...] oui, le vaccin ne suffit pas, mais il est indispensable pour réduire la gravité de la maladie, et il ne peut faire reculer l'épidémie sans devenir mondial !

[...] oui, il faut aussi organiser l'action directe contre le virus et ses variants, il faut tester partout et toujours, tracer, isoler

[...] oui, il faut sortir de la recherche privée et faire de la recherche médicale sur le covid un bien commun de l'humanité, vaccins, traitements à venir...

[...] oui, il est urgent de redonner les moyens à l'hôpital public, rouvrir partout des milliers de lits, lancer un grand plan de recrutement de soignants dans tous les métiers.

Je suis fier d'apporter mon soutien au seul candidat capable de porter ce discours de manière non partisane, ouvert à tous pour reconstruire une république sociale, pour retrouver les jours heureux.

C'est la leçon que les Français doivent tirer de cette situation.